


Service Achats Marchés	PROCEDURE ACHATS > 4 000 € HT < 25.000 € HT	
		Mise à jour : 1 ^{er} avril 2016

CONDITIONS D'ACHATS D'AGROCAMPUS OUEST

CONDITIONS GENERALES D'ACHATS APPLICABLES AUX TRAVAUX (C.G.A./TRAVAUX)

Les conditions d'achats d'**AGROCAMPUS OUEST** ont pour objet de définir le cadre des relations contractuelles entre l'établissement et le titulaire d'un bon de commande.

Elles s'appliquent à tout achat supérieur à **4 000 euros HT** et inférieur à **25 000 euros HT** et pour lequel aucun cahier des charges spécifique n'a été établi par l'administration.

Constituées des présentes conditions générales d'achats (C.G.A.) et des conditions particulières d'achats (C.P.A.) éventuellement annexées, les conditions d'achat s'inscrivent dans le cadre de la réglementation applicables à AGROCAMPUS OUEST pour ses achats effectués selon une procédure adaptée au sens de l'article 27 du décret N° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

L'acceptation d'un bon ou d'une lettre de commande par le fournisseur vaut acceptation sans réserve des conditions d'achats d'AGROCAMPUS OUEST, lesquelles prévalent dans tous les cas sur ses conditions générales de vente.

Article 1 - Déclarations sur l'honneur

Tout prestataire potentiel d'AGROCAMPUS OUEST est considéré être en règle au regard des interdictions de soumissionner prévues par les textes précités et s'engage à produire une copie du jugement s'il est en redressement judiciaire.

En outre, le destinataire d'un bon de commande en acceptant la prestation :

- déclare que la société ne fait pas l'objet d'une interdiction à concourir,
- déclare sur l'honneur que la société a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (Article 45 de l'ordonnance du 23 juillet 2015)
- atteste sur l'honneur que la société n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L 324.9, L 324-10, L 341-6, L 125-1 et L 125-3 du code du travail.
- atteste sur l'honneur que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L 143-3, L. 143-5, L , et L. 620-3 du code du Travail.

Article 2 - Objet

L'objet de la commande, son contenu, ses spécifications techniques et les modalités particulières d'exécution sont définis sur le bon de commande et les C.P.A. le cas échéant.

Article 3 - Pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4 du C.C.A.G.-TRAVAUX les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- la lettre et le bon de commande ;
- le cas échéant, les C.P.A. datées et signées ;
- le présent C.G.A.
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (C.C.A.G.-TRAVAUX), approuvé par l'arrêté du 08 septembre 2009;
- l'offre technique et financière du prestataire ou son devis (daté et signé).

Article 4 - Conditions d'exécution et/ou de livraison

Les produits et les prestations doivent être conformes à ceux définis contractuellement. Les produits sont livrés et/ou les prestations sont exécutées à l'adresse figurant sur le bon de commande. Le transport s'effectue jusqu'au lieu de livraison aux frais et risques du titulaire (avec mise à l'étage).

Le délai d'exécution fixé aux C.P.A, sur la lettre ou le bon de commande court à compter de la date de la notification du marché.

Article 5 - Sous-traitance

La sous-traitance est régie par la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 et le chapitre II du titre IV du décret N° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics. Le titulaire qui fait appel à la sous-traitance demeure personnellement responsable vis-à-vis de l'acheteur.

Le titulaire doit soumettre son sous-traitant pour acceptation écrite à AGROCAMPUS OUEST avant tout commencement d'exécution.

Article 6 - Prix et règlement des comptes.

Les prix du marché sont réputés fermes et non actualisables.

Le mode de règlement est le virement administratif. Le cas échéant, une avance sera versée en application de la section 1 chapitre I « exécution financière » du titre IV du décret N° 2016-360 du 25 mars 2016.

Le délai global de paiement est de 30 jours.

Ce délai court à compter de la date de réception de la demande de paiement ou de la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure.

Le taux des intérêts moratoires est celui prévu par décret, en sa version applicable au présent marché.

Les factures afférentes au paiement seront établies en un original et 2 copies portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal (joindre un RIB ou RIP) ;
- le numéro du bon de commande ;
- la date de livraison et/ou d'exécution des prestations ;
- la nature des fournitures livrées et/ou des prestations exécutées ;
- le montant H.T. des fournitures et/ou des prestations en question ;
- le cas échéant, la mention des précomptes, retenues et escomptes ;
- le taux et le montant de la T.V.A. ;
- le montant total des prestations livrées ou exécutées ;
- la date de facturation.

Les factures devront parvenir à l'adresse de facturation précisée sur le bon de commande.

Le comptable assignataire des paiements est Monsieur l'Agent Comptable d'AGROCAMPUS OUEST.

Article 7 - Références

Les références du bon de commande doivent être rappelées sur toute correspondance afférente au marché

Article 8 - Vérifications et réception

Les opérations de vérifications sont effectuées selon les stipulations des articles 24 et 25 du C.C.A.G.- TRAVAUX

A l'issue de ces vérifications, le pouvoir adjudicateur ou son représentant prend une décision de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

Article 9 - Garanties

9.1 - Garantie technique

Conformément aux stipulations de l'article 44 du C.C.A.G.- TRAVAUX, la garantie court à compter de la date d'effet de la réception.

9.2 - Garantie relative à la propriété industrielle ou commerciale

Cette garantie est régie suivant l'article 8 du C.C.A.G.- TRAVAUX.

Article 10 - Pénalités

10.1 - Pénalités

Les pénalités sont régies suivant l'article 20 du C.C.A.G.- TRAVAUX.

10.2 - Pénalités pour non-respect des obligations du code du travail relatives à relatives à la lutte contre le travail dissimulé :

Conformément à l'article L. 8222-6 du code du travail, des pénalités peuvent être infligées au titulaire s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5. Le montant des pénalités est égal à 10 % du montant du contrat, sans qu'il puisse toutefois excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5.

Article 11 - Résiliation

Les conditions de résiliation applicables sont celles des articles 45 à 47 du C.C.A.G.-TRAVAUX.

Article 12 - Assurances - Dispositions particulières

Avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 et 1384 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché.

Le titulaire prend notamment les dispositions nécessaires à la protection des biens et équipement sur le lieu de son intervention. Il engage sa responsabilité en ce qui concerne les dégradations occasionnées dans le cadre de sa mission. Le titulaire se soumet aux conditions d'accès aux locaux et s'engage à respecter les consignes de sécurité de l'établissement. Il est soumis aux obligations de confidentialité et aux mesures de sécurité prévues aux articles 5 à 7 du C.C.A.G.- TRAVAUX.

Article 13 - Droit et langue

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents.

Tous les documents, inscriptions sur matériel/logiciel, correspondances, factures et modes d'emploi doivent être rédigés en français

Article 15 - Dérogations au C.C.A.G.

L'article 3 déroge à l'article 4 du C.C.A.G.- TRAVAUX